Burundi : risque de basculement selon l'ONU

@rib News, 09/06/2015 – Source AFP Les actions "de plus en plus violentes et menaçantes" d'une milice pro-gouvernementale au Burundi "pourraient faire basculer une situation déjà extrêmement tendue", averti mardi le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'Homme Zeid Ra'ad Al Hussein. Dans un communiqué publié à G. M. Zeid a exhorté les autorités à prendre des mesures concrètes et immédiates pour mettre au pas cette "milice".

"Chaque jour, nous recevons 40 à 50 appels de tout le pays lancés par des gens terrifiés, à la recherche d'une protection ou souhaitant rapporter des abus", a indiqué le responsable onusien. "Nous avons aussi recueilli des témoignages inquiétants de réfugiés burundais ayant fui dans les pays voisins, portant sur des violations graves des droits de l'Homme qui auraient été commises par une milice rattachée au mouvement pro-gouvernemental connu sous le nom d'Imbonerakure", a-t-il ajouté. Ces violations "présumées", incluent "des exécutions sommaires, des enlèvements, des tortures, des coups, des menaces de morts et d'autres formes d'intimidation", selon lui. M. Zeid a partie fondé ses remarques sur le témoignage détaillé de 47 réfugiés interviewés ces dernières semaines par du personnel des droits de l'Homme dans des camps de réfugiés au Rwanda et en République démocratique du Congo. "Nombreux réfugiés ont déclaré que des menaces avaient été faites sur les portes ou murs de leurs maisons ou sur celles d'autres personnes. Ces rapports sont vraiment effrayants, en particulier dans un pays avec une histoire comme celle du Burundi", a déclaré M. Zeid, en ajoutant que le personnel des Nations Unies chargé des droits de l'Homme dans la région avait reçu des allégations persistantes faisant état de collusion entre des membres de la milice Imbonerakure et les forces de police et de renseignement officielles. "Nous avons reçu des témoignages concordants indiquant que les membres des Imbonerakure agissent en suivant les instructions du parti au pouvoir et avec le soutien de la police nationale et des services de renseignement, qui leur fournissent des armes, des véhicules et parfois des uniformes", a-t-il dit. Selon M. Zeid, le Burundi ne doit pas se retrouver "catapulté dans une guerre civile du fait de la détermination impitoyable d'un petit nombre de personnes à garder ou prendre le pouvoir à tout prix". La candidature du président burundais Pierre Nkurunziza à un troisième mandat a plongé le Burundi dans une crise émaillée de manifestations quotidiennes d'opposants qui jugent cette candidature inconstitutionnelle.